

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 FÉVRIER 1913.

Proposition de loi garantissant la liberté de conscience en matière d'inhumation.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La présente proposition de loi a été déposée sur le bureau en séance de la Chambre du 6 décembre 1907.

Par l'effet de la dissolution des Chambres la proposition de loi est devenue caduque

Nous avons l'honneur de la représenter en lui donnant pour développements ceux-là mêmes qui, avaient servi à justifier la proposition primitive.

En vertu de l'article 78 de la loi communale accordant aux conseils communaux le pouvoir de faire les règlements communaux d'administration intérieure et les ordonnances de police communale, la plupart de nos grandes communes ont fait, — en invoquant des motifs d'ordre et d'hygiène, — du transport et de l'inhumation des corps un service communal.

Ce service donne lieu, pour les non-indigents, à la perception de taxes votées par le conseil communal et approuvées par l'autorité supérieure.

Malheureusement, toutes les administrations ne s'en sont point tenues là. Il en est qui, sans respect pour les convictions religieuses, ont violé ouvertement l'article 14 de la Constitution, en vertu duquel les Belges ont le droit de donner un caractère religieux aux obsèques de leurs morts.

De temps immémorial, les obsèques catholiques comportent une croix, placée sur la toiture du corbillard depuis le départ de la mortuaire jusqu'à la fosse, lorsque le transport se fait par char; un drap marqué d'une croix recouvre la bière en cas de transport par brancard.

Or, il est des administrations communales qui ont proscrit tous emblèmes religieux, qui prétendent imposer un matériel identique aux familles désirant des obsèques religieuses et à celles qui veulent donner à leurs morts des obsèques dépourvues de tout caractère confessionnel. Il en est même une qui impose aux familles faisant célébrer un service religieux entre 10 1/2 heures et midi un corbillard d'une classe déterminée — ce qui donne lieu à une dépense obligatoire et minimum de 100 francs.

Ces dispositions sont contraires à la liberté de conscience. Il importe d'y mettre fin.

La Constitution, le bon sens, la raison donnant à tous les citoyens le droit d'imprimer un caractère religieux aux obsèques de leurs morts, il y a lieu de prendre des mesures législatives pour que les droits des citoyens soient respectés partout.

En Belgique, les commentateurs les plus autorisés de la loi communale sont d'accord pour proclamer que les familles ont le droit de donner un caractère religieux à l'inhumation de leurs morts.

Bernimolin, notamment, s'exprime comme suit dans les *Institutions provinciales et communales de Belgique* (vol. XI, p. 289) :

« Le service, ou si l'on veut le monopole, passant dans les mains de l'autorité communale, celle-ci sera bien tenue de respecter le droit des uns et des autres en organisant des convois avec ou sans caractère religieux, selon la volonté des familles, de même qu'elle laisse chacun libre de faire inhumer ses morts avec ou sans rites religieux, car elle doit une protection égale à tous les citoyens.

» Déjà, du reste, le décret de 1806 (art. 14 et 15) supposait l'absence d'entreprise de transport ; mais, pour ce cas, il faut que l'administration communale ait à sa disposition ou concède par adjudication ou régie un matériel suffisant pour permettre à chacun de faire enterrer ses morts comme il l'entend, de même pour ceux qui ne veulent pas recourir à son matériel ordinaire. Quant à la volonté des familles, elle peut facilement être constatée par le témoignage des parents qui viennent déclarer le décès et choisir le corbillard. »

Récemment, les Chambres françaises elles-mêmes, d'accord avec le gouvernement, ont prescrit aux municipalités de respecter la volonté des familles en ce qui concerne le caractère à imprimer aux obsèques. Au cours de la discussion, M. le comte du Perrier de Larsan a présenté les considérations que voici :

» Tout cercueil est recouvert d'un drap marqué d'une croix. Or, il est à prévoir que, si les communes ont le monopole de la fourniture de ce revêtement funèbre, certaines d'entre elles, animées d'un sentiment regrettable, mais qui malheureusement se manifeste parfois, ne voudront pas fournir de drap portant un emblème religieux, parce que cet emblème religieux serait contraire à l'opinion de la municipalité, constituerait le symbole abominable d'un affreux cléricisme. Dans ces conditions, vous arriverez forcément à froisser les idées religieuses. » (*Très bien, très bien, au centre.*)

M. Rahier, rapporteur, a répondu immédiatement : « L'article 2 vous donne toute satisfaction à cet égard. »

Voici d'ailleurs le texte de la disposition à laquelle M. le rapporteur a fait allusion :

« Le matériel fourni par les communes devra être constitué aussi bien en vue des obsèques religieuses de tout culte que d'obsèques dépourvues de tout caractère confessionnel. » (Loi du 31 décembre 1904, exécutoire dès le 1^{er} janvier 1905.) Cette disposition a été adoptée sans opposition.

Bellefroid, Seresia, Willequet expriment des avis analogues.

Et le Ministère de l'Intérieur, adressa, le 23 avril 1887, à l'Administration communale de Molenbeek, une dépêche qui débute ainsi :

« J'estime que la liberté de conscience des habitants de Molenbeek-Saint-Jean n'est pas suffisamment respectée. Si, aux termes de l'article 36 du règlement de la commune, les parents ou amis ont le droit de déposer sur le cercueil du défunt des symboles religieux ou philosophiques, ils doivent fournir ces symboles et ne peuvent les placer sur le corbillard à un endroit apparent, pour imprimer à la cérémonie un caractère religieux. Il est évident que la commune devrait, comme à Bruxelles, faire surmonter le corbillard d'une croix, sans frais nouveaux pour les familles, dans le cas où la demande en serait faite, surtout quand il s'agit d'indigents. »

Dans ces conditions, en vue de mettre fin aux abus signalés plus haut, nous avons l'honneur de déposer la proposition de loi dont le texte est ci-après.

A. BORBOUX.

PROPOSITION DE LOI

garantissant la liberté de conscience
en matière d'inhumations.

ARTICLE PREMIER.

Les administrations communales qui se chargent des transports funèbres sont tenues de les organiser de manière telle que les obsèques aient un caractère religieux chaque fois que tel est le désir des familles.

Notamment, une croix devra être placée de façon apparente sur le corbillard, lorsque les obsèques religieuses comportent cet emblème, et le corps sera présenté à l'église ou au temple sans que cette présentation puisse donner lieu à une surtaxe. Dans le même cas, lorsque le corps sera transporté sur brancard, l'administration communale devra fournir un drap marqué d'une croix.

ART. 2.

Les familles auront le choix de la classe du corbillard dont elles entendront faire usage, quels que soient l'heure à laquelle les obsèques auront lieu et le caractère que celles-ci revêtiront. Elles n'auront d'autre obligation que celle de payer la taxe afférente à cette classe.

WETSVOORSTEL

tot vrijwaring van de gewetensvrijheid
in zake van begrafenis.

EERSTE ARTIKEL.

De gemeentebesturen, die zich belasten met het lijkenvervoer, zijn gehouden dit derwijze in te richten, dat de begrafenis een godsdienstig karakter draagt telkenmale als de familie het verlangt.

Inzonderheid moet, op duidelijk zichtbare wijze, een kruis worden geplaatst op den lijkwagen, wanneer de godsdienstige begrafenis dit zinnebeeld medebrengt, en het lijk wordt in de kerk of in den tempel gebracht zonder dat daarvoor eene bijbetaling kan gevraagd worden. In hetzelfde geval, wanneer het lijk op eene baar wordt gedragen, moet het gemeentebestuur een baarkleed leveren, gemerkt met een kruis.

ART. 2.

De familie heeft het recht te kiezen de klasse van lijkwagen waarvan zij wil gebruik maken, op welk uur ook de begrafenis plaats hebbe en welk ook het karakter daarvan zij. De familie heeft geene andere verplichting dan de betaling van den prijs, voor die klasse vastgesteld.

A. BORBOUX,
CH. WOESTE,
JOS. HOVOIS,
WAUWERMANS,
H. COLFS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 FEBRUARI 1913.

Wetsvoorstel tot vrijwaring van de gewetensvrijheid in zake van begrafenis.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Dit wetvoorstel werd den 6^{en} December 1907 op het Bureau neergelegd. Door de ontbinding van de Kamers is het vervallen.

Wij hebben de eer, het opnieuw in te dienen, met, als toelichting, hetgeen tot rechtvaardiging van het oorspronkelijk voorstel werd aangevoerd.

Uit kracht van artikel 78 der gemeentewet, zijn de gemeenteraden bevoegd om de gemeentereglementen van plaatselijk bestuur en de bepalingen betreffende de gemeentepolitie te maken; in het belang van orde en volksgezondheid, hebben het meerendeel onzer groote gemeenten het vervoer en het begraven der lijken aan een gemeentedienst toevertrouwd.

Voor dezen dienst worden, wanneer het niet behoefstigen geldt, taxes geheven, die door den gemeenteraad bepaald en door de hoogere overheid goedgekeurd worden.

Maar, jammer! niet al de gemeentebesturen lieten het daarbij: sommige hebben, zonder den minsten eerbied voor de overtuiging in zake van godsdienst, artikel 14 der Grondwet openlijk geschonden, — welk artikel aan de Belgen het recht verleent om hunne dooden kerkelijk te doen begraven.

Sedert onhengelijke tijden wordt steeds, bij de katholieke begrafenissen, een kruis geplaatst boven op den lijkwagen, van het sterfhuis af tot aan het kerkhof, wanneer het lijk wordt vervoerd door middel van dergelijken wagen; een lijkkleed, gemerkt met een kruis, bedekt de doorkist, indien het lijk wordt gedragen op eene lijkbaar.

Nu, sommige gemeentebesturen hebben elk kerkelijk zinnebeeld afgevozen; een zelfde materieel willen zij opdringen zoowel aan de familiën, die eene kerkelijke begrafenis verlangen, als aan die welke hunne afgestorvenen buiten de Kerk willen doen begraven. Er is zelfs een gemeentebestuur dat de familiën, die een dienst in de kerk doen zingen tusschen 10 1/2 uur en 's middags, verplicht een lijkwagen van eene bepaalde klasse te nemen, en

dat geeft aanleiding tot eene onvermijdelijke uitgave van ten minste 100 frank.

Deze bepalingen zijn in strijd met de gewetensvrijheid. Daaraan dient een einde te worden gesteld.

De Grondwet, het gezond verstand verleenend aan al de burgers het recht, hunne afgestorvenen kerkelijk te doen begraven; de wet moet dus tusschenbeide komen om de rechten der burgers overal te doen eerbiedigen.

In België zijn de meest gezaghebbende uitleggers van de gemeentewet het eens om te verklaren dat de familiën het recht hebben hunne afgestorvenen kerkelijk te doen begraven.

BERNIMOLIN, onder anderen, schrijft het volgende in zijn werk : *Les Institutions provinciales et communales de la Belgique*, II, bl. 289 :

« Is de dienst of, zoo men wil, het monopolie toevertrouwd aan de gemeenteoverheid, dan is deze gehouden, het recht van allen te eerbiedigen door het inrichten van al of niet kerkelijke lijkstoeten, naar gelang van den wil der familiën, evenals zij eenieder vrijlaat zijne afgestorvenen met of zonder kerkelijke plechtigheden te doen begraven ; zij moet immers al de burgers op gelijke wijze beschermen.

« Overigens, reeds door het decreet van 1806 (art. 14 en 15) werd verondersteld dat er geen vervoeronderneming zou zijn; doch, in dit geval, moet het gemeentebestuur een materieel tot zijne beschikking hebben, toereikend opdat eenieder zijne afgestorvenen kunne doen begraven zooals hij wil, even toereikend voor diegenen welke haar gewoon materieel niet verlangen te nemen; ofwel moet het dit materieel aanbesteden of in regie geven. Wat aangaat den wil der familiën, deze kan gemakkelijk worden vastgesteld door de verklaring van de bloedverwanten die het overlijden aangeven en den lijkwagen aanwijzen. »

Niet lang geleden hebben de Fransche Kamers zelf, in overleg met de Regeering, aan de gemeentebesturen voorgeschreven den wil der familiën te eerbiedigen wat aangaat de kerkelijke begrafeniszen. Gedurende de debatten werden door graaf du Périer de Larsan de volgende beschouwingen uiteengezet :

» Elke kist wordt bedekt met een laken gemerkt met een kruis. Nu, het is te voorzien dat, zoo het monopolie van dit lijkkleed wordt toegekend aan de gemeenten, sommige harer, geleid door een betreurenswaardig gevoelen, waaraan zij ongelukkiglijk soms gehoorzamen, geen lijkkleed met een kerkelijk zinnebeeld zullen willen leveren, omdat dit kerkelijk zinnebeeld zou strijden met de zienswijze van het gemeentebestuur en zou zijn het afschuwelijk zinnebeeld van een vreeslijk clericalisme. Onder deze omstandigheden, zult gij er onvermijdelijk toe komen de godsdienstige gedachten te kwetsen. » (Leden van het centrum : *Zeer wel ! Zeer wel !*)

Dadelijk werd door den verslaggever, den heer Rahier, geantwoord : « Artikel 2 geeft u in dat opzicht ruimschoots voldoening. »

Overigens, de bepaling, waarvan de heer verslaggever sprak, luidt als volgt :

« Het materieel, geleverd door de gemeenten, moet derwijze samengesteld zijn dat het kan dienen zoowel voor de kerkelijke begrafenis van elken eeredienst als voor de begrafenis die buiten elke kerk geschiedt. » (Wet van 28 December 1904, die reeds den 1^o Januari 1905 in werking is getreden.) Deze bepaling werd zonder tegenspraak aangenomen.

Bellefroid, Seresia, Willequet uiten zich in den zelfden zin.

En den 25^o April 1887 werd door het Ministerie van Binnenlandsche Zaken een schrijven gericht tot het Gemeentebestuur van Molenbeek, waarvan de aanvang luidt :

« Ik ben van meening dat de gewetensvrijheid van de inwoners der gemeente Sint-Jans-Molenbeek niet genoeg wordt geëerbiedigd. Zoo, krachtens art. 56 van het gemeentereglement, de bloedverwanten of vrienden het recht hebben kerkelijke of philosophische zinnebeelden neer te leggen op de doodkist, dan moeten zij deze zinnebeelden zelf verstrekken ; zij mogen ze niet op eene zichtbare plaats aanbrengen op den lijkwagen, zoodat de begrafenis een kerkelijk karakter draagt. Het spreekt van zelf dat de gemeente een kruis zou moeten doen plaatsen op den lijkwagen, evenals dat te Brussel wordt gedaan, zonder bijkosten voor de familiën die zulks mochten aanvragen, vooral wanneer het behoefstigen geldt. »

Onder die omstandigheden, en ten einde de hierboven aangeklaagde misbruiken te doen ophouden, hebben wij de eer het voorstel van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt.

A. BORBOUX,

PROPOSITION DE LOI

garantissant la liberté de conscience
en matière d'inhumations.

ARTICLE PREMIER.

Les administrations communales qui se chargent des transports funèbres sont tenues de les organiser de manière telle que les obsèques aient un caractère religieux chaque fois que tel est le désir des familles.

Notamment, une croix devra être placée de façon apparente sur le corbillard, lorsque les obsèques religieuses comportent cet emblème, et le corps sera présenté à l'église ou au temple sans que cette présentation puisse donner lieu à une surtaxe. Dans le même cas, lorsque le corps sera transporté sur brancard, l'administration communale devra fournir un drap marqué d'une croix.

ART. 2.

Les familles auront le choix de la classe du corbillard dont elles entendront faire usage, quels que soient l'heure à laquelle les obsèques auront lieu et le caractère que celles-ci revêtiront. Elles n'auront d'autre obligation que celle de payer la taxe afférente à cette classe.

WETSVOORSTEL

tot vrijwaring van de gewetensvrijheid
in zake van begrafenis.

EERSTE ARTIKEL.

De gemeentebesturen, die zich belasten met het lijkenvervoer, zijn gehouden dit derwijze in te richten, dat de begrafenis een godsdienstig karakter draagt telkenmale als de familie het verlangt.

Inzonderheid moet, op duidelijk zichtbare wijze, een kruis worden geplaatst op den lijkwagen, wanneer de godsdienstige begrafenis dit zinnebeeld medebrengt, en het lijk wordt in de kerk of in den tempel gebracht zonder dat daarvoor eene bijbetaling kan gevraagd worden. In hetzelfde geval, wanneer het lijk op eene baar wordt gedragen, moet het gemeentebestuur een baarkleed leveren, gemerkt met een kruis.

ART. 2.

De familie heeft het recht te kiezen de klasse van lijkwagen waarvan zij wil gebruik maken, op welk uur ook de begrafenis plaats hebbe en welk ook het karakter daarvan zij. De familie heeft geene andere verplichting dan de betaling van den prijs, voor die klasse vastgesteld.

A. BORBOUX,
CH. WOESTE,
JOS. HOYOIS,
WAUWERMANS,
H. COLFS.